

**SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRESENTATION SUISSE
in/à A M M A N**

D F A E
Division politique II

BERNE

Ihr Zeichen
Votre référence

Ihre Nachr. vom
Votre comm. du

Unser Zeichen
Notre référence

Datum
Date

LI 331.0 - SC/NS 21.12.1992

**Gegenstand/Objet: Mon voyage au LIBAN
Entretien avec le Ministre des affaires
étrangères, M. Farès Boueiz (B)**

Jeune, 38 ans, physique du rôle, beau-parleur et beau-fils du Président de la République Hraoui, B aurait, d'après plusieurs collègues vite appris les grandes règles de base d'un métier splendide mais qui au Liban est une tâche fort ingrate. Ministre pour la seconde fois consécutive, dans le cabinet de Sohl puis de Rafic Hariri.

Affaires bilatérales

B connaît bien notre pays et se souvient aussi que son oncle avait été notre avocat-conseil jusqu'en 1986. Je lui ai rappelé l'aide continue et spéciale que notre gouvernement a fournie au Liban pendant de nombreuses années. Le Ministre Boueiz a appelé à ne pas abandonner le Liban à son sort juste au moment où on peut commencer à être optimiste quant à son avenir et où il a besoin du soutien politique et de l'aide économique des pays amis. Il m'a demandé une liste, si possible détaillée, de notre aide officielle pour ces deux ou trois dernières années. Je répondrai dès que possible à sa demande en me basant sur les dossiers à ma disposition avec, le cas échéant, l'aide de la DDA.

B m'a demandé pourquoi Swissair n'avait pas encore repris sa liaison avec Beyrouth. Je lui ai répondu qu'en ce moment la Middle East Airlines (MEA) assurait trois fois par semaine des vols sur Genève et Zurich en pool avec Swissair, que Swissair devait effectuer des économies draconiennes et que ce serait probablement en 1994 que ses vols sur Beyrouth pourraient être repris (j'avais eu ce renseignement lors de ma visite au représentant local de Swissair M. Sami Gedeon). Le Ministre m'a répondu qu'il aurait préféré une reprise immédiate des vols, qu'il comprenait nos problèmes financiers mais que lui avait une vision politique des choses.



B envisage de réorganiser tout son ministère et m'a demandé de lui fournir si possible le matériel dont nous disposons même s'il est un peu ancien mais encore en bon état, par exemple ordinateurs, machines à écrire, "crypto", machines à relier, etc.

B s'attend à ce que nous reprenions rapidement notre place au Liban.

Il ne m'a pas caché qu'il peut y avoir encore quelques petits problèmes de sécurité. A son avis faciles à surmonter : "Il suffit de louer une villa avec une enceinte solide dans la zone de Achrafieh (quartier chic à la sortie de Beyrouth) que les forces de sécurité libanaises, si sollicitées, pourraient surveiller; il ne faudrait que trois ou quatre gardes de confiance et une voiture blindée pour réduire les risques..."

Je n'ai pas réagi à cette réflexion. Je crois que j'ai opiné du chef pendant que dans mon esprit, en quelques secondes, j'ai revu le cirque d'antan, sans villa bien entendu mais logé entre les quatre murs d'une chambre d'hôtel.

Objectifs du gouvernement

B me signale que les objectifs du gouvernement qui vient d'être investi sont : la libération du Liban-Sud, la réunification du pays, la réforme de l'administration, le redressement de l'économie et la reconstruction.

Si les cabinets précédents ont tous eu pour objectif : arrêter l'état de guerre, dissoudre les milices, ouvrir les voies de passage, instaurer le dialogue, récupérer les biens de l'Etat, contrecarrer les ambitions d'Israël, il en est de même pour le cabinet actuel. Aujourd'hui la première réalité qui s'impose reste la libération du Liban-Sud. Cette libération ne peut se faire qu'en appliquant les résolutions internationales et notamment la 425.

Pour B la paix avec Israël doit être juste mais surtout globale. Aucun pays arabe ne doit se permettre de signer séparément.

Conférence de paix

B est dans l'ensemble optimiste, pas dans l'immédiat mais après un certain laps de temps. Il est convaincu que l'actuel gouvernement d'Israël fait un effort pour atteindre la paix. Des progrès substantiels dans les discussions pourront être obtenus seulement lorsque des pas concrets seront réalisés sur le plan bilatéral. Pour le moment le Liban ne peut pas entrer dans un dialogue bilatéral, comme Israël le lui propose avec insistance. Le Liban doit être solidaire avec les autres partenaires arabes. En outre il a des engagements avec un coparrain (Syrie). Le Liban ne fera qu'insister pour obtenir la

libération de son territoire conformément à la décision 425 des Nations-Unies. Israël est très intéressé aux sources d'eau dans le sud du pays et invoque des prétextes de sécurité pour ne pas se retirer. B m'a dit que l'esprit qui règne dans les négociations est positif et que les nouvelles souvent pessimistes rapportées par la presse ne correspondaient pas à la vérité. B m'a fait comprendre que le problème des Palestiniens gênait son pays. On voudrait s'en défaire définitivement et au plus vite parce que leur nombre ne fait que grandir de jour en jour.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE

D. Sciolli